

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 septembre 2020
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 34, 71 et 135 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-quinzième année

Prévention des conflits armés

Droit des peuples à l'autodétermination

**La responsabilité de protéger et la prévention
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage
ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Lettre datée du 28 septembre 2020, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration datée du 28 septembre 2020 du Ministère arménien des affaires étrangères et une déclaration datée du 27 septembre 2020 du Ministère des affaires étrangères d'Artsakh sur l'offensive militaire planifiée de grande envergure, lancée par l'Azerbaïdjan le 27 septembre sur toute la longueur de la ligne des contacts entre l'Artsakh (Haut-Karabakh) et l'Azerbaïdjan, durant laquelle la population et des infrastructures civiles ont été délibérément visées (voir annexes).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 71 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe I à la lettre datée du 28 septembre 2020 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration datée du 28 septembre 2020 par le Ministre arménien
des affaires étrangères sur l'agression contre l'Artsakh menée
par l'Azerbaïdjan**

Au 28 septembre, l'agression de grande envergure de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh se poursuit.

Les déclarations de la communauté internationale, notamment celles des Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de leurs États sur l'intensification de la situation sur la ligne des contacts entre l'Artsakh et l'Azerbaïdjan, indiquent assurément que la communauté internationale condamne l'emploi de la force qui porte atteinte à la paix et à la sécurité régionales.

Face à la position unifiée de la communauté internationale, la partie azerbaïdjanaise recourt à la propagation de mensonges manifestes en accusant la partie arménienne d'avoir engagé les hostilités.

Les faits prouvent indéniablement que l'Azerbaïdjan est à l'origine de cette agression. Depuis des années, il viole constamment les accords trilatéraux de 1994-1995 sur l'instauration d'un cessez-le-feu, qui ne sont pas assortis de délais ; il a rejeté les propositions de la Coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE sur l'introduction de mécanismes d'enquête sur les violations du cessez-le-feu et de renforcement de la surveillance du cessez-le-feu, se réservant ainsi la possibilité de recourir à la force et d'engager un « jeu d'accusations réciproques ». Un exemple typique en est le rejet, par l'Azerbaïdjan, le 25 septembre, de la demande du Président en exercice de l'OSCE relative à la surveillance de la ligne des contacts, ce qui révèle au grand jour ses objectifs, à savoir déclencher une guerre.

L'agression en cours de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh présente deux caractéristiques.

L'Azerbaïdjan a publiquement dénoncé le processus de paix par la voix du Président Aliyev et énoncé son intention de régler le conflit du Haut-Karabakh par le déclenchement d'une guerre.

Deuxièmement, l'Azerbaïdjan reçoit un soutien militaire et politique de grande ampleur de la Turquie à cette fin.

La Turquie soutient notamment l'Azerbaïdjan dans le cadre du conflit du Haut-Karabakh depuis les années 1990, lorsqu'elle avait imposé un blocus terrestre à l'Arménie. Néanmoins, son soutien à cette agression et les préparatifs qui y ont mené ont changé de manière qualitative, du fait d'une présence directe sur le terrain.

Des spécialistes militaires turcs combattent aux côtés d'Azerbaïdjanais, qui utilisent des armes turques, notamment des drones et des avions de chasse. Selon des sources crédibles, la Turquie recrute et transporte des combattants terroristes étrangers en Azerbaïdjan, tout en apportant, au niveau le plus élevé de sa hiérarchie, son plein soutien à ce pays sur le plan politique et de la propagande.

La situation sur le terrain indique clairement que le peuple d'Artsakh se bat contre une alliance turco-azerbaïdjanaise. La Turquie qui, au siècle dernier, avait annihilé le peuple arménien sur sa terre ancestrale et justifie ce crime à ce jour, soutient à présent l'Azerbaïdjan par tous les moyens possibles, afin de mener les

mêmes actes génocidaires dans le Caucase du Sud. Cette alliance génocidaire turco-azerbaïdjanaise menace gravement les peuples de la région.

L'Arménie et l'Artsakh sont fermement résolus à repousser et neutraliser cette alliance, de toutes leurs forces. Cette ferme détermination de la partie arménienne incarne la volonté inébranlable du peuple arménien de vivre dans sa patrie historique.

L'Arménie est pleinement confiante que l'aventurisme militaire de l'Azerbaïdjan est voué à l'échec et que ce pays sera contraint de renoncer à régler le conflit par la force et de parlementer avec le peuple d'Artsakh non pas à coups de canon, mais à la table des négociations.

**Annexe II à la lettre datée du 28 septembre 2020, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du 27 septembre 2020 faite par le Ministre des affaires
étrangères de la République d'Artsakh**

Le 27 septembre 2020, les forces armées azerbaïdjanaises ont lancé une attaque de grande envergure contre des positions de l'Armée de défense de la République d'Artsakh tout au long de la ligne des contacts des forces armées. L'attaque de l'armée azerbaïdjanaise s'est accompagnée de tirs d'artillerie et de frappes aériennes, notamment sur des biens de caractère civil et la population civile. La capitale Stepanakert et les localités frontalières ont notamment subi des tirs. Les pilonnages ont fait des morts et des blessés parmi les civils.

Les agissements de l'Azerbaïdjan constituent un acte d'agression contre la République d'Artsakh qui, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, exerce son droit à la légitime défense et prend toutes les mesures nécessaires pour repousser cette agression et rétablir la paix dans la région.

Le Ministère des affaires étrangères de la République d'Artsakh est en contact direct avec le Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE. Les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE ont également été informés de l'attaque armée de l'Azerbaïdjan. Les Ministères des affaires étrangères des deux États arméniens coordonnent leur action avec les organismes internationaux concernés afin de mettre un terme à l'acte d'agression de l'Azerbaïdjan.

Cette attaque armée a été précédée de déclarations publiques des autorités azerbaïdjanaises fustigeant les parties arméniennes et le processus de règlement pacifique du conflit Azerbaïdjan-Karabakh, ainsi que de menaces manifestes de recourir à la force contre la République d'Artsakh et de refuser la surveillance par l'OSCE de la ligne des contacts, prévue pour le 1^{er} octobre 2020. Conformément aux principes du droit international, les responsables politiques et militaires azerbaïdjanais portent l'entière responsabilité du crime d'agression.

Les autorités de la République d'Artsakh ont déclaré à plusieurs reprises qu'une telle politique de l'Azerbaïdjan constituait une menace directe contre la paix et la sécurité dans la région. L'acte d'agression répété de l'Azerbaïdjan contre la République d'Artsakh ne laisse planer aucun doute quant au fait que la réponse la plus efficace de la communauté internationale, face aux tentatives de l'Azerbaïdjan de régler le conflit par la force, est de reconnaître la République d'Artsakh.